

CES / OCDE

14 avril 1978

S. C. 41. 780. 2. 28

S. C. 41. 103. 3. (83)

Berne, le 7 avril 1978 Ri/pn

~~PK / MW~~
 T
 Pour v - 18
 Pour 1033

Sommet économique et monétaire : Bonn - Juillet 1978

Suite à l'envoi de notre télex du 21 mars concernant le prochain Sommet économique des grandes nations industrialisées (Bonn - juillet 1978), nous avons reçu de nos Ambassades un certain nombre de commentaires. Nous avons jugé utile de les présenter dans une note sous une forme condensée.

* * *

Commentaires de nos Ambassades au 7 avril 1978

WASHINGTON

Une première réunion de préparation, réunissant les représentants des pays industrialisés au Sommet, s'est déroulée à Bonn au cours de cette semaine. L'interlocuteur (M. Albrecht, Direktor, Office of OECD, EC and atlantic political economic affairs) de notre représentant à Washington pense qu'il devrait être possible, la veille de la réunion du CES/OCDE du 14 avril, d'avoir un échange fructueux d'idées sur les thèmes qui seront vraisemblablement traités au Sommet économique. Les discussions de politique économique devraient représenter la pierre d'achoppement de la rencontre de juillet prochain. Les Comités spécialisés d'Organisations internationales, telles que l'OCDE, l'AIE, doivent dans cette perspective assumer un rôle important de préparation. Ce faisant,

la réunion ministérielle de l'OCDE est, pour le moins, d'une importance égale au Sommet¹⁾. En effet, des décisions pourront être prises en juillet pour autant que les membres du Sommet puissent s'appuyer sur des lignes directrices définies par les Ministres des pays OCDE lors de leur réunion de juin prochain.

(En marge du sujet abordé dans cette note, signalons que Washington s'attend à ce que le CES, dans sa réunion du 14 avril, poursuive les discussions sur les problèmes structurels. Par ailleurs, Washington semble se montrer en faveur d'une reconduction du "Trade Pledge / OCDE" dans sa forme actuelle).

LONDRES

M. Callaghan lui-même attache beaucoup d'importance à la réussite de la rencontre de juillet prochain. Ses voyages aussi bien à Bonn qu'à Washington sont là pour en témoigner. Les raisons d'une attitude aussi engagée de la part du Royaume-Uni sont à rechercher dans le désir de M. Callaghan de se mettre en évidence pour des raisons politiques (élection générale au Royaume-Uni) et au fait que les autorités britanniques croient intensément au mérite de telles rencontres à haut niveau. Aussi, afin d'éviter des conséquences psychologiques désastreuses, M. Callaghan tient à faire de la rencontre de Bonn un succès et notamment d'éviter qu'elle débouche sur les mêmes désillusions qui ont finalement sanctionné le Sommet de Londres. Par ailleurs, M. Callaghan est convaincu que le redressement de la situation économique du Royaume-Uni est largement tributaire d'une amélioration de la situation économique mondiale et par là même d'une concertation renforcée entre pays OCDE. La rencontre de Bonn doit donc contribuer à favoriser une

1) Il va sans dire qu'il est extrêmement difficile de savoir si cette remarque est réellement l'avis de l'Administration américaine ou tout au plus une remarque faite à un représentant d'un pays absent du Sommet économique.

telle évolution. Encore faut-il suivre des objectifs précis.

Aussi, M. Callaghan propose un programme en 5 points :

1. Relance de la croissance (recommandation faite à l'endroit du Japon et de la République fédérale d'Allemagne).
2. Promouvoir une plus grande stabilité dans les principales monnaies (Etats-Unis).
3. Assurer des flux de capitaux à long terme aux pays en développement (Japon).
4. Energie (Etats-Unis)
5. Développement des flux du commerce mondial.

Cependant, ce programme ne devrait pas être mis en avant pour l'instant. Il devrait prendre corps au cours des prochaines réunions internationales d'organes spécialisés.

PARIS

Un entretien d'un représentant de notre Ambassade avec le Gouverneur de la Banque de France laisse entrevoir une réticence de la part de Paris pour les Sommets de ce genre en raison notamment des faux espoirs qu'ils peuvent susciter. Néanmoins, ce haut fonctionnaire des autorités françaises s'exprime en faveur de rencontres entre principaux responsables de la politique économique internationale pour autant que les discussions se déroulent discrètement et sans périodicité trop stricte. La rencontre ministérielle de l'OCDE revêt, pour le Gouverneur de la Banque de France, une importance infiniment plus prometteuse que le Sommet de Bonn (!). Concernant la crise du dollar, l'Administration Carter se doit de continuer à défendre son programme pour freiner les importations de produits pétroliers. En effet, seule une réduction du déficit de la balance commerciale et de celle des paiements - dont les importations croissantes de produits pétroliers représentent une des sources principales de la détérioration de la position du compte extérieur des Etats-Unis - devrait permettre une di-

minution des hémorragies de dollars. La RFA, pourrait, de son côté, faire un effort plus marqué pour connaître un taux d'expansion industrielle plus élevé et cela en vue de relancer l'économie mondiale. Il paraît donc, sur la base de ces propos, que l'aspect monétaire et de politique économique devrait revêtir, aux yeux de Paris, une importance toute particulière à Bonn en juillet prochain.

BRUXELLES

L'idée de la Commission est de proposer au Conseil des Communautés européennes une action concertée de relance en vue d'atteindre un taux de croissance du produit intérieur brut de 4,5 % entre juillet 1978 et juin 1979. Cette stratégie économique, pour autant qu'elle soit agréée par les Neuf, devrait être proposée au Sommet économique de Bonn dans le but de parvenir à un accord, assorti des mêmes objectifs, avec les Etats-Unis et le Japon. La Commission souligne la nécessité d'une meilleure stabilisation des taux de change au sein des Communautés européennes en vue de favoriser sa position de négociation avec les Etats-Unis. Elle souhaite également une coopération avec les autres pays membres OCDE en matière de lutte contre le chômage et les tendances protectionnistes. Elle préconise d'inclure dans sa nouvelle stratégie des questions touchant, outre au sous-emploi, au secteur énergétique, à la politique de restructuration de l'industrie européenne et à l'aide aux pays en développement (ldc). Il apparaît donc que la Commission est en faveur d'une discussion sur un "package deal" au prochain Sommet de Bonn.

TOKYO

Du côté de Tokyo, aucun préparatif n'a encore semble-t-il été entrepris. Tout au plus, on estime que les thèmes des Sommets précédents devraient être reconduits soit la situation économique mondiale, les négociations GATT et la défense des principes

du libre-échange, l'énergie, la poursuite du Dialogue Nord-Sud et vraisemblablement, avec une certaine priorité, les problèmes touchant au secteur monétaire.

ROME

De l'avis du Vice-Directeur général de la Direction économique de l'Administration italienne, Rome est vivement intéressée à une relance économique. L'idée d'un taux de croissance de 4,5 % pour la période comprise entre juillet 1978 et juillet 1979 lui paraît souhaitable et réalisable. L'Italie tient surtout à ce que le taux de croissance de ses partenaires dépasse le sien. Elle attache une importance particulière à la restructuration de l'industrie européenne qui pourrait se greffer à celle projetée à l'échelon italien. De l'avis de ce haut fonctionnaire, peu de résultats devraient sortir du Tokyo-round du fait notamment que les liens institutionnels et nécessaires entre le GATT et le FMI ne fonctionnent plus ou du moins ne sont plus adaptés à la situation qui règne actuellement sur le marché des changes. Face aux manifestations protectionnistes, il s'agit, outre une vraie relance qui devrait favoriser la recherche d'une solution au chômage des jeunes, de préparer l'avenir en prévoyant, tant sur le plan interne communautaire que sur le plan OCDE et mondial, des politiques de division internationale du travail. Par ailleurs, une politique monétaire commune des Neuf serait particulièrement souhaitable. Le Gouvernement de la Péninsule est pleinement convaincu qu'il doit tenter de diminuer la charge du pétrole sur sa balance des paiements. Enfin, ce haut fonctionnaire déplore la paralysie croissante de l'Etat en Italie au niveau de la prise de décision, situation qui ne manque pas d'être préoccupante en raison de l'acuité actuelle des problèmes à l'intérieur du pays et sur le plan international.

* * *